

Marx et la Commune

par Gérard BLOCH

Lorsque
l'on évoque
les enseignements
que Marx a tirés
de la Commune,
on pense généralement
tout d'abord
à ces « pages oubliées
du marxisme »
que Lénine
a exhumées dans
« L'Etat et la révolution »,
à la rectification fameuse
que Marx et Engels
ont apportée
au « Manifeste
du parti communiste »
dans la préface
de l'édition de 1872 :

« La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. »

Que la classe ouvrière ne puisse réaliser sa tâche historique qu'en commençant par détruire « l'horrible appareil » de l'Etat, voilà bien aujourd'hui, où cet appareil répressif militaire et policier a pris des proportions que Marx n'imaginait pas, et sur la planète entière, et non plus seulement, comme il y a un siècle, « sur le continent » européen, une

thèse de Marx plus essentielle que jamais, et pour cette raison même plus « oubliée » que jamais — tous les efforts des idéologues des « voies parlementaires vers le socialisme » comme de ceux des « réformes de structure anticapitalistes », de « l'autogestion », du « pouvoir ouvrier dans les usines », « pouvoir étudiant dans les facultés », « pouvoir lycéen

dans les lycées », etc., tant staliniens que réformistes et que centristes (en particulier pablistes ou mandéliens) et gauchistes, n'ayant d'autre but que de détourner le prolétariat de concentrer ses forces pour l'accomplissement de cette tâche politique suprême. On sait toutefois que la thèse de la nécessaire destruction de l'Etat par les ouvriers avait été formulée par Marx dès 1852, et si, naturellement, l'expérience de la Commune lui a fourni l'occasion de la développer davantage, c'est surtout dans l'analyse de la forme du pouvoir ouvrier, du « *gouvernement des travailleurs* », que la Commune a apporté à Marx des éléments nouveaux. Et surtout il est nécessaire, pour bien comprendre la portée de la théorie de l'Etat ouvrier chez Marx, de la replacer dans l'ensemble de sa doctrine, dominée et unifiée par sa méthode.

Deux ans avant d'exhumer ces « *pages oubliées du marxisme* », Lénine avait noté son fameux aphorisme :

« Pour comprendre le *Capital* de Marx, il faut avoir lu toute la *Logique* de Hegel. C'est pour quoi aucun socialiste n'a compris Marx, cinquante ans après lui. »

Aphorisme d'autant plus digne de remarque que, si Lénine, lui, n'avait pas étudié à fond la *Logique* de Hegel avant 1915, il n'en était vraisemblablement pas de même pour des socialistes comme Franz Mehring ou Rosa Luxembourg — qu'au surplus le manuscrit de l'*Introduction* à la *Critique de l'économie politique* dans laquelle Marx définit lui-même sa méthode, la place que prend pour lui l'abstraction dans l'analyse, avait été publié par Mehring en 1908 — et que, cependant, personne n'a pleinement compris la méthode du *Capital* à l'époque de la II^e Interna-

tionale, ce qui a eu pour effet de donner un caractère partiel et partialisé à toutes les polémiques contre le révisionnisme du début de ce siècle. C'est ainsi que, jusqu'en 1914, et contrairement à la gauche allemande de Rosa Luxembourg et Franz Mehring, Lénine n'avait pas compris que le marxisme du centre social-démocrate inspiré par Kautsky était purement académique. C'est ainsi que Rosa Luxembourg — si elle apportait dès 1908, dans l'analyse de l'impérialisme, un élément fondamental nouveau : le rôle du militarisme dans l'économie, donc dans la société capitaliste, le début de la transformation massive des forces productives en forces destructives, annoncé par Marx dès 1846, et qui est devenu un trait essentiel, déterminant, du capitalisme depuis 1914 — était amenée, pour réfuter les austro-marxistes Hilferding, Bauer, etc., qui prétendaient s'appuyer sur les schémas de reproduction du livre II du *Capital* pour démontrer la possibilité d'un équilibre éternel de l'économie capitaliste, faute de comprendre que ces schémas ne visaient pas à refléter le mouvement concret de l'économie capitaliste, mais constituaient un niveau déterminé d'abstraction, « *une étape dans l'analyse* », pour citer Trotsky, à critiquer ces schémas, et par suite à situer les racines de la crise historique du capitalisme, du caractère insoluble de ses contradictions, ailleurs que dans les conditions mêmes de la production. Il faudra attendre 1915 pour que Lénine produise une analyse de l'impérialisme comme stade du capitalisme, comme découlant inéluctablement de ses lois immanentes, du conflit entre forces productives et propriété privée des moyens de pro-

duction, comme le stade de son agonie, celui de la révolution prolétarienne mondiale. Sans doute fallait-il, non seulement le génie de Lénine et la lecture de la *Logique* de Hegel, mais que l'époque de la crise historique finale du capitalisme ait commencé le 1^{er} août 1914, pour que celui-ci puisse ressaisir la méthode de Marx dans son ensemble.

CE QUI FONDE L'UNITÉ DE LA PENSÉE DE MARX

C'est en 1845, au moment où il rédige avec Engels l'*Idéologie allemande*, que Marx achève d'élaborer l'essentiel de sa conception de l'histoire, qu'il résumera lui-même en ces termes dans une lettre bien connue à Weydemeyer, en 1852 :

« ... Ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne ni leur lutte entre elles... Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1. de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminé de la production ; 2. que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes... »

Le mouvement de l'histoire de notre époque, c'est le mouvement fondamental de la classe ouvrière vers son émancipation, donc vers sa constitution comme classe par l'organisation, vers sa constitution en classe dominante, but final et forme suprême de son organisation indépendante de classe, et point de départ de la libération de toutes ses chaînes pour l'humanité tout entière, de la constitution de l'humanité comme

humanité, de la « fin de la préhistoire ». C'est ce mouvement fondamental que Marx se consacrera désormais à analyser sous toutes ses formes : c'est ce processus historique inconscient dont le marxisme est l'expression consciente, et qui fonde son unité.

A la fin de 1843, à un moment où Marx s'exprimait encore en termes philosophiques, et envisageait « l'émancipation humaine » sous une forme abstraite, il avait défini sa tâche en ces termes :

« Nous dégageons des principes mêmes du monde de nouveaux principes que nous développons pour lui... Nous lui montrons pourquoi il lutte, et la conscience est quelque chose qu'il lui faut acquérir, qu'il le veuille ou non. »

Maintenant que Marx est en possession de la clé de l'histoire de notre époque, il s'agit pour lui de dégager des luttes mêmes du prolétariat les principes de ces luttes, car « la conscience est quelque chose qu'il lui faut acquérir ». Mais c'est toujours du mouvement fondamental de la classe ouvrière, de la lutte du prolétariat pour son émancipation qu'il s'agit dans l'œuvre de Marx.

C'est ainsi, n'en déplaise aux auteurs désormais concurrents du *Traité marxiste d'économie* et du *Traité d'économie marxiste*, que le *Capital* de Marx n'est pas un traité d'économie, fût-il (le traité) ou fût-elle (l'économie) « marxiste ». Les catégories économiques en mouvement, les lois de l'économie capitaliste et la loi de ces lois, leur tendance historique à se nier elles-mêmes ne sont pour Marx que les formes spécifiques de la lutte du prolétariat pour se constituer en classe, pour engendrer un monde nouveau.

C'est ainsi que, après avoir analysé pendant plus de cent pages — et, n'en déplaise à M. Rubel, ce long développement est bien à sa place dans le livre I du *Capital* — la lutte de la classe ouvrière anglaise pour la limitation de la journée de travail et la « législation des fabriques », la réglementation légale de la journée de travail en général, Marx ajoute cette remarque :

« La législation des fabriques est la première réaction consciente et planifiée de la société sur la forme spontanée de son processus de production. En réglant le travail dans les fabriques et les manufactures, elle apparaît en premier lieu comme une immixtion dans les droits d'exploitation du capital. »

Chaque conquête de la classe ouvrière, devenant un point de départ de nouvelles luttes, exprime en germe le but final de cette lutte, la société où l'économie cessera d'être le jeu de lois aveugles pour être planifiée, régie consciemment par l'humanité.

C'est que la classe ouvrière n'est pas dans la société bourgeoise une classe comme les autres.

Elle est une classe de cette société, et comme telle pénétrée jusqu'à la moëlle des diverses variétés de l'idéologie bourgeoise, dominée, possédée par les rapports sociaux-bourgeois — une armée d'esclaves salariés que la concurrence dresse les uns contre les autres, émietlée par la division du travail en professions aux habitudes et aux traditions diverses, comme par la diversité des croyances religieuses ou philosophiques, scindée en nations, en races, en provinces que la société bourgeoise dresse les unes contre les autres.

Elle est la classe qui doit abattre cette société et abolir toute division de classes. Lorsqu'elle se sépare de

toutes les tendances bourgeoises, réalise son indépendance de classe, combat comme classe contre la bourgeoisie, s'organise comme classe face à la bourgeoisie pour préparer le combat, la concurrence bourgeoise cède la place à la solidarité prolétarienne, la classe ouvrière tend à dépasser, à transcender, toutes ses aliénations, son organisation et son combat tendent à préfigurer la société future. « *Le prolétariat n'est rien s'il n'est pas révolutionnaire* », écrira Marx.

LES COMMUNISTES ET LE MOUVEMENT DE LEUR CLASSE

Lorsque se constituera la première grande organisation de classe du prolétariat, l'Association internationale des travailleurs. Marx ne se tournera pas vers elle pour lui prêcher la doctrine du *Manifeste communiste*, dégradant ainsi son programme au niveau de celui d'une secte. Il n'a pas d'« intérêts séparés » à défendre, distincts « de ceux du prolétariat tout entier ». Sa tâche consiste à formuler les principes du mouvement de la classe ouvrière à partir du mouvement ouvrier réel. *L'Adresse inaugurale* de l'Association internationale des travailleurs, qui mériterait d'être reproduite ici en entier, démontrait que

« partout, la grande masse des classes laborieuses s'est enfoncée dans une misère toujours plus profonde, dans la même proportion, au moins, que les classes supérieures se sont élevées dans l'échelle sociale. Dans tous les pays d'Europe, c'est maintenant une vérité irréfutable, indéniable pour tout chercheur impartial, et qui n'est contestée que par ceux qui ont intérêt à éveiller dans l'esprit d'autres personnes des espérances trompeuses, que ni le perfectionnement des machines, ni l'application de la science à

l'agriculture ou à l'industrie, ni les ressources et les artifices des moyens de communication, ni les nouvelles colonies, ou l'émigration, ni la conquête de nouveaux marchés, ni le libre-échange, ni tous ces éléments réunis ne peuvent abolir la misère des masses laborieuses ; qu'au contraire, sur la base faussée de ce qui existe, tout nouveau développement de la force créatrice du travail ne tend qu'à approfondir les contradictions sociales et à aggraver le conflit social.

Mais les défaites subies par la classe ouvrière européenne dans les années cinquante n'avaient pas été sans compensations, parmi lesquelles il citait la conquête de la loi des dix heures par les ouvriers anglais, car « *la lutte pour la limitation légale du temps de travail* » signifiait

« une intervention directe dans le grand conflit entre la règle aveugle des lois de l'offre et de la demande, qui constitue l'économie politique de la bourgeoisie, et la production réglée par la tutelle sociale »,

que représente la classe ouvrière.

« Et c'est pourquoi la loi des dix heures n'a pas seulement été un grand succès pratique, mais aussi la victoire d'un principe ; pour la première fois, l'économie politique de la bourgeoisie succombait devant l'économie politique de la classe ouvrière. »

Cependant, « *les maîtres de la propriété foncière et du capital continueront à user de leurs privilèges politiques* » pour perpétuer leurs monopoles économiques :

« C'est pourquoi la conquête du pouvoir politique est la tâche des classes laborieuses. »

Les travailleurs paraissaient l'avoir compris, comme le montraient leurs efforts simultanés

« pour une réorganisation politique du parti des ouvriers. Un élément de succès est entre leurs mains — le nombre. Mais ce nombre ne pèse lourd dans la balance que s'ils sont unis dans une alliance et conduits consciemment vers un but ».

L'expérience du passé leur a enseigné que,

« s'ils dédaignent la fraternité qui doit toujours exister entre les ouvriers des divers pays et les inciter à se tenir fermement au coude à coude dans toutes leurs luttes émancipatrices, ils en seront punis par un échec général de leurs efforts incohérents ».

Et l'*Adresse* se terminait par la devise même du *Manifeste* dont elle avait en fait affirmé les conclusions essentielles :

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Les *Statuts*, à leur tour, rassemblaient ces conclusions dans les fameux « *Considérants* » :

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de tout régime de classe ;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens du travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude sous toutes ses formes : la misère sociale, l'avisement intellectuel et la dépendance politique ;

Que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

Que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué, faute de solidarité entre les travailleurs des différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays ;

Que l'émancipation du travail, n'étant pas un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne, et nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés ;

Que le mouvement qui vient de naître parmi les ouvriers des pays les plus indus-

trieux de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et de combiner le plus tôt possible les efforts encore isolés.»

Il faut y ajouter l'article 1 de ces *Statuts*, libellé comme suit :

« L'Association est établie pour créer un point central de communication et de coopération entre les sociétés ouvrières des différents pays aspirant au même but, à savoir : le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière. »

Il n'est pas possible de donner ici fût-ce une faible idée de l'immense activité déployée par Marx dans le cadre du Conseil général de l'Internationale. Elle est toujours guidée par les mêmes principes : il laisse s'exprimer sans mot dire les lubies même les plus étranges héritées du passé par les diverses tendances (1), tant qu'elles ne constituent pas une entrave au développement du « *mouvement réel de la classe* ». Il intervient pour s'opposer à toute menace sur l'indépendance de classe de l'Internationale — comme lorsque la Ligue de la paix et de la liberté, organisation bourgeoise, proposera une fusion que l'Internationale repoussera avec dédain — ou lorsque le développement des grèves et des « *sociétés de résistance* » (syndicats) permet de rassembler une large majorité, y compris parmi les proudhoniens, pour en finir avec certains des aspects les plus néfastes du proudhonisme : la dénonciation par Proudhon des grèves et des syndicats, et pour définir le rôle de ceux-ci.

Que ce soit la même année (1866) qu'il compose la rédaction finale du livre I du *Capital* (où pour la première fois est formulée correctement la loi des salaires de l'économie capi-

taliste), qu'il fasse au Conseil général, sur cette loi des salaires, les fameuses conférences (2) destinées à fournir aux militants syndicaux les arguments qui leur manquaient pour répondre aux théories économiques bourgeoises selon lesquelles les grèves étaient inutiles, car le salaire était nécessairement fixé au niveau le plus bas, et qu'il rédige la non moins fameuse résolution sur les syndicats qu'adoptera le congrès de Genève, ne fait que souligner l'unité de sa pensée, expression consciente du mouvement fondamental de la classe.

A partir de l'origine des syndicats, qui réside dans le mouvement spontané de la classe, il montre que leur rôle essentiel n'est pas dans la défense des revendications immédiates sur le lieu de travail, si nécessaire que soit ce rôle :

« Les syndicats sont nés à l'origine des efforts *spontanés* des ouvriers pour éliminer, ou du moins limiter, cette concurrence, afin de conquérir les termes du contrat qui leur permettent au moins de s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves. « L'objet immédiat des syndicats était donc limité aux nécessités quotidiennes, à des mesures appropriées pour mettre en échec

(1) Pour ne citer que cet exemple paru parmi d'autres parfois encore plus aberrants, le congrès de Lausanne (1867) devra écarter, non sans que certains délégués manifestent leur exaspération, un long rapport du futur bakouniste Guillaume sur ce qu'il appelle la « *phonographie* », c'est-à-dire le système de réforme de l'orthographe dont il est l'auteur, et les avantages décisifs qu'il présenterait pour l'émancipation des travailleurs. Rien ne manque à ce document qui a des résonances curieusement actuelles, pas même les fatidiques « *caillou, chou...* ».

(2) Publiées plus tard sous le titre : *Salaires, prix et profits*.

les empiètements continuels du capital, en un mot aux questions de salaire et de durée du travail.

Cette activité des syndicats n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne peut s'en passer tant que dure le système de production actuel. Au contraire, il faut la généraliser en formant des syndicats et en combinant leurs efforts dans tous les pays. D'un autre côté, les syndicats, sans qu'ils en soient conscients eux-mêmes, sont devenus des centres d'organisation de la classe ouvrière, comme les municipalités et les communes du Moyen Age l'avaient été pour la classe bourgeoise. Si les syndicats sont nécessaires pour les combats de guérilla entre le capital et le travail, ils sont plus importants encore en tant que moyens d'organisation pour supplanter le système du travail salarié et de la domination du capital lui-même.»

(...) En dehors de leurs objectifs primitifs, ils doivent maintenant apprendre à agir délibérément comme centres organisateurs de la classe ouvrière dans le grand intérêt de son *émancipation complète*. Ils doivent soutenir tout mouvement social et politique qui tend à aller dans cette direction. En se considérant et en agissant comme les champions et les représentants de la classe ouvrière tout entière, ils ne peuvent manquer d'enrôler dans leurs rangs les inorganisés.»

Après la Commune, il soulignera que les syndicats ne peuvent suffire à remplir ces tâches et que leur accomplissement nécessite la constitution de la classe ouvrière en parti politique.

LE FRONT UNIQUE OUVRIER

Répondant, d'autre part, en mars 1869, à l'«*Alliance*» formée par Bakounine, il redéfinit la fonction de l'Internationale comme front unique organique des diverses tendances ouvrières :

« Conformément à l'article 1 de ses *Statuts*, l'Association internationale des travailleurs admet toutes les organisations ou-

vrières (...) ayant le même but, à savoir la défense, le progrès et *l'émancipation complète de la classe ouvrière*.

« Comme les divers secteurs de travailleurs dans le même pays et les classes ouvrières des divers pays sont placés dans des conditions différentes, et ont atteint des degrés de développement divers, il semble presque nécessaire que les notions théoriques qui reflètent le mouvement réel doivent aussi différer.

Cependant la communauté d'action suscitée par l'Association internationale des travailleurs, l'échange des idées facilité par les organes publics des différentes sections nationales et les débats directs aux congrès généraux engendreront sûrement peu à peu un programme théorique commun.»

En 1872, il proposera même de reformuler l'article I des *Statuts* en ces termes :

« L'Association est fondée pour organiser l'action commune des travailleurs des différents pays aspirant au même but, à savoir le concours mutuel, le progrès et le complet affranchissement de la classe ouvrière.»

On voit que, du point de vue de Marx en tout cas, la lutte pour l'unité d'action organique, pour le Front unique de classe, n'est pas une «*tactique*» valable seulement dans certaines circonstances très particulières — mais bien une ligne stratégique permanente, la lutte pour dégager le mouvement fondamental de la classe de toutes les entraves, divisions, aliénations que lui impose la société bourgeoise et lui permettre d'atteindre son but : la constitution du prolétariat en classe dominante pour son émancipation.

Il nous a paru nécessaire, fût-ce aussi schématiquement que nous l'avons fait, de situer l'analyse que Marx va faire de la Commune dans le développement de sa pensée et de son action ; la Commune prendra sa place dans la ligne qui en fait l'unité : le mouvement histo-

rique de la classe ouvrière pour son émancipation, dont elle constituera l'expression suprême, « *la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail* ».

Cette forme, Marx, qui n'avait rien d'un utopiste, avait dû attendre que l'histoire la crée pour l'analyser. Elle ne constituait toutefois pas une création *ex-nihilo*, mais le prolongement, la forme supérieure de la « *constitution du prolétariat en classe* », et, par conséquent, comme l'écrivait Trotsky, « *un bloc de toutes les organisations et tendances de la classe ouvrière unies contre la bourgeoisie* ».

L'ANALYSE DE MARX

La publication des travaux préparatoires de Marx et des extraits de presse rassemblés par lui (voir l'édition de 1953 de *la Guerre civile en France* parue aux Ed. sociales) permet de mesurer avec quelle minutie il a procédé, ne substituant jamais des idées préconçues à l'analyse de cette « *formation historique entièrement nouvelle* », affinant les définitions et dégagant la signification essentielle de celle-ci sans en ignorer toute la complexité. On ne peut qu'admirer comment, sur la seule base de la presse et d'un petit nombre d'informations reçues directement de Paris, il est parvenu à dégager l'essentiel de l'accessoire, ce qui fait de la Commune « *l'aube de la révolution sociale* ». Les deux premières rédactions sont d'ailleurs riches d'aperçus que Marx élaguera, pour s'en tenir à l'essentiel, dans le texte définitif, mais qui sont pleins

d'enseignements pour le lecteur actuel.

Il est de fait qu'à l'époque personne n'a contesté ses conclusions, personne n'a contesté que la Commune fut essentiellement « *un gouvernement de la classe ouvrière* » (3). *La Guerre civile en France* apparut à tous les contemporains comme un monument à la gloire de la Commune, comme l'expression exacte de sa signification historique. Les membres de la Commune de toute tendance qui parvinrent à Londres en juillet ou août 1871 tinrent à honneur d'apposer leur signature au bas de *la Guerre civile...* à la suite de celles de ceux qui étaient membres du Conseil général au moment de son adoption. La définition de Marx correspondait parfaitement à la conscience qu'avait la Commune d'elle-même. Ne trouvait-on pas parmi les premiers extraits de presse relevés par Marx ces lignes prises dans le *Journal officiel* du Comité central du 20 mars :

« Les prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques... Les travailleurs, ceux qui produisent tout et ne jouissent de rien, ceux qui souffrent de la misère au milieu des produits accumulés, fruit de leur labeur et de leurs sueurs, devront-ils donc sans cesse être en butte à l'outrage ? Ne leur sera-t-il jamais permis de travailler à leur émancipation sans soulever contre eux un concert de malédictions ?... Le prolétariat, en face de la menace permanente de ses droits, de la négation absolue de toutes ses légitimes aspirations, de la ruine de la patrie et de toutes ses espérances, a compris qu'il était de son devoir impérieux et de son droit

(3) Marx, *la Guerre civile en France*, p. 45.

absolu de prendre en main ses destinées et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir... Le cours du progrès, un instant interrompu, reprendra sa marche, et le prolétariat accomplira, malgré tout, son émancipation » (4).

A l'époque, ce qu'affirmèrent contre Marx les anarchistes, notamment Bakounine, ce n'est pas, comme il est courant de le faire aujourd'hui, que Marx aurait travesti la véritable signification de la Commune, c'est au contraire que celle-ci l'avait obligé à abandonner les théories de « *communisme d'Etat* » qu'ils lui prêtaient.

DÉTRUIRE L'ÉTAT

Or Marx, répétons-le, n'avait pas eu à attendre la Commune pour conclure que la révolution prolétarienne aurait à briser la machine militaire et bureaucratique de l'Etat, que toutes les révolutions bourgeoises n'avaient fait que perfectionner. Il avait tiré cette conclusion dès 1852, dans son *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*. Bakounine — qui, au surplus, en 1852, ne songeait nullement à prêcher l'abolition de l'Etat : il ne deviendra anarchiste qu'au moins quinze ans plus tard — avait quelque excuse à ignorer le *Dix-huit Brumaire* de Marx, puisque détenu dans diverses forteresses à partir d'avril 1849. Ceux qui reprennent la même thèse aujourd'hui n'en ont aucune...

Donc, déjà abordée en 1852, l'analyse de l'évolution de l'Etat bourgeois et surtout de l'attitude du prolétariat à son égard, à laquelle Marx procède en 1871, est beaucoup plus approfondie, et d'une telle actualité que nous ne croyons pas inutile de la citer longuement :

« Cette excroissance parasitaire greffée sur la société civile, et qui prétendait en être la réplique idéale, atteint son plein développement sous le règne du premier Bonaparte. La Restauration et la Monarchie de Juillet n'y ajoutèrent qu'une plus grande division du travail ; celle-ci croissait à mesure que la division du travail dans la société civile créait de nouveaux groupes d'intérêts et, par suite, de nouveaux prétextes à l'intervention de l'Etat. Dans leur lutte contre la révolution de 1848, la république parlementaire de France et les gouvernements de toute l'Europe continentale furent contraints de renforcer, par leurs mesures de répression contre le mouvement populaire, les moyens d'action et la centralisation de ce pouvoir gouvernemental. Toutes les révolutions eurent donc pour conséquence unique de perfectionner l'appareil d'Etat, au lieu de rejeter ce cauchemar étouffant. Les fractions et les partis des classes dominantes qui, à tour de rôle, se disputèrent la prépondérance ont considéré la possession (la maîtrise) (la prise) et la direction de cet immense appareil de gouvernement comme le butin principal du vainqueur. Sa fonction essentielle était de créer d'immenses armées permanentes, un grouillement de vermine d'Etat, et d'énormes dettes publiques. A l'époque de la monarchie absolue, c'était un instrument de la lutte de la société moderne contre le féodalisme, lutte couronnée par la Révolution française ; sous le premier Bonaparte, non seulement il servit à subjuguer la Révolution et à supprimer toutes les libertés populaires, mais ce fut aussi l'instrument de la Révolution française pour frapper au-dehors, pour créer au profit de la France, sur le continent, à la place des monarchies féodales, des Etats faits plus ou moins à l'image de la France. Sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, il devint non seulement un instrument de la domination de classe de la bourgeoisie par la violence, mais aussi le moyen d'ajouter à l'exploitation économique directe une deuxième exploitation du peuple, en assurant aux familles bourgeoises toutes les riches prébendes du train de l'Etat. A l'époque de la lutte révolutionnaire de 1848, enfin, il servit d'instrument pour anéantir cette révolution et toutes les aspirations des masses populaires à l'émancipation. Mais l'Etat parasite n'atteignit son développement final que sous le Second

(4) *O. c.*, pp. 81-82.

Empire... Pandémonium d'infâmies, ce pouvoir d'État avait reçu sa dernière et suprême expression dans le Second Empire. Il se donnait l'apparence d'être la victoire finale de ce pouvoir gouvernemental sur la société, mais c'était, en fait, l'orgie de tous les éléments corrompus de cette société. Aux yeux d'un spectateur peu averti, il ne semblait être que la victoire de l'Exécutif sur le Législatif, la défaite finale infligée à la forme de domination de classe qui prétendait être la société se gouvernant elle-même, par la forme de cette domination qui prétendait être un pouvoir placé au-dessus de la société. Mais il n'était, de fait, que la forme dernière, dégradée, et la seule possible, de cette domination de classe, aussi humiliante pour la classe dominante elle-même que pour la classe ouvrière qu'elle maintenait dans les fers» (5).

BONAPARTISME ET ÉTAT BOURGEOIS

Marx soulignait en même temps — et cela revient comme un leitmotiv dans tous ses écrits de cette période — que le parlementarisme a fait son temps, que le seul gouvernement possible pour la bourgeoisie est désormais la dictature directe de l'appareil répressif militaire et policier :

« L'État bourgeois moderne s'incarne dans deux grands organismes, le parlement et le gouvernement. La toute-puissance parlementaire avait, sous la République du parti de l'ordre, de 1848 à 1851, donné naissance à sa propre négation, le Second Empire. Le régime impérial, avec sa dérision de parlement, est le régime qui fleurit à présent dans la plupart des grands États militaires du continent. A première vue, la dictature usurpée du corps gouvernemental sur la société elle-même semble également dominer et humilier toutes les classes. Mais, en réalité, tout au moins sur le continent européen, elle est devenue la seule forme possible d'État par laquelle la classe des appropriateurs peut continuer à tenir sous sa coupe la classe des producteurs. L'assemblée de fantômes de tous les parlements français défunts, qui hantent encore Versailles, n'exerce aucun pouvoir véritable en dehors de l'appareil gouvernemental,

tel qu'il a été façonné par le Second Empire» (6).

Comme ce fut souvent le cas, les prévisions de Marx ont été plus lentes à se réaliser qu'il ne le pensait, mais, pour cette raison même, le pronostic qu'il formule s'applique avec beaucoup plus de précision sous nos yeux que de son temps. Divers pays, notamment la France, ont pu connaître, selon le développement de la lutte des classes, des formes de pouvoir bourgeois où le parlementarisme et le despotisme militaire s'entremêlaient de diverses manières.

Les masses ont combattu, conquis des droits et des libertés, bastions chèrement acquis, toujours contestés, points de départ de leur lutte pour le socialisme, aujourd'hui partout menacés par la bourgeoisie. Mais partout et toujours l'appareil répressif de l'État a continué à se perfectionner, acquérant de notre temps une ampleur inconcevable. Partout aujourd'hui — et non seulement « *sur le continent* » — l'État bourgeois s'élève à mille lieues au-dessus de la société, partout le parlement est réduit à un rôle purement décoratif, partout « *l'orgie des éléments corrompus de la société* » prend des proportions sans précédent, les « *scandales* » se succèdent, la police devient le seul moyen de gouvernement et le seul langage que le gouvernement parle aux travailleurs et à la jeunesse. Le seul contrepoids au despotisme policier, ce sont les conquêtes des masses travailleuses, garanties par les puissantes organisations de masse qu'elles ont édifiées. De ce fait, le régime du profit, miné par les contradictions

(5) O. c., pp. 210-211.

(6) O. c., p. 257.

croissantes, insolubles, chaque jour plus insoutenables que Marx avait analysées et dont il avait prévu le développement, ne se maintient plus — et cela Marx ne l'avait pas prévu et ne pouvait pas le prévoir — que parce que le côté bourgeois de toute organisation ouvrière, dans lequel s'exprime le caractère de classe de la société bourgeoise, de classe bourgeoise du prolétariat s'est cristallisé en puissants appareils contre-révolutionnaires, en puissants appareils bureaucratiques bourgeois, excroissances parasitaires sur le corps du mouvement ouvrier comme l'État est une excroissance parasitaire sur le corps social en général, et qui en usurent la direction.

LA COMMUNE, « RÉVOLUTION CONTRE L'ÉTAT »

L'« horrible appareil de la domination de classe » de la bourgeoisie doit être DÉTRUIT. Marx le répète dans chacune de ses rédactions, sans se lasser. La Commune a détruit l'État ; c'est en cela d'abord qu'elle a, aux yeux de Marx, une signification historique mondiale.

Car « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte » (7).

« La véritable antithèse de l'Empire lui-même — c'est-à-dire du pouvoir d'État, de l'exécutif centralisé dont le Second Empire n'était que la formule définitive — ce fut la Commune... Ce ne fut donc pas une révolution contre telle ou telle forme de pouvoir d'État, légitimiste, constitutionnelle, républicaine ou impériale. Ce fut une révolution contre l'État lui-même, cet avorton surnaturel de la société ; ce fut la reprise

par le peuple et pour le peuple de sa propre vie sociale. Ce ne fut pas une révolution faite pour transférer ce pouvoir d'une fraction des classes dominantes à une autre, mais une révolution pour briser cet horrible appareil même de la domination de classe. Ce ne fut pas une de ces luttes mesquines entre la forme exécutive et la forme parlementaire de la domination de classe, mais une révolte contre ces deux formes qui se confondent, la forme parlementaire n'étant qu'un appendice trompeur de l'exécutif. Le Second Empire fut la forme achevée de cette usurpation de l'État. La Commune fut sa négation nette, et, par suite, le début de la révolution sociale du XIX^e siècle. Quel que soit donc son destin à Paris, elle fera le tour du monde. Elle a été aussitôt acclamée par la classe ouvrière d'Europe et des États-Unis, comme le mot magique de sa délivrance » (8).

Comme un écho à ces lignes de Marx, on croit entendre, dans le lointain, les manifestants de Mai 68 criant : « *A bas l'Etat policier !* ». La première tâche de la révolution prolétarienne est de briser, de détruire l'État. Alors que cette machine est devenue cent fois, mille fois plus monstrueuse aujourd'hui qu'au temps où Marx appelait à sa destruction, que réformistes et stalinien puissent prétendre que cela n'est plus nécessaire, qu'on peut le transformer de l'intérieur, le démocratiser (y faire passer « *un souffle républicain* », comme on disait naguère), ce serait proprement incroyable, si l'on ne savait que la puissance du mensonge réside dans ses racines sociales. Les fausses théories des sectes ou des tendances ouvrières réformistes, au temps de Marx, des proudhoniens qui prétendaient que la classe ouvrière doit ignorer l'État et la politique, y être indifférente, de Lassalle qui croyait que les travailleurs pour-

(7) O. c., p. 38.

(8) O. c., pp. 211-212.

raient utiliser l'Etat pour leur émancipation (et même celui de Bismarck) constituaient des erreurs, le produit d'analyses erronées, incomplètes, partielles de la société de classe et de l'Etat policier. Les appareils bourgeois, eux, ne commettent pas « d'erreurs ». Ils défendent des intérêts. Ils défendent le régime du profit. Ils sont installés dans le camp de la classe ouvrière pour y défendre l'ennemi. Leurs « théories » n'ont pas d'autre signification que les buts pratiques immédiats qu'ils poursuivent.

LE DOUBLE POUVOIR

Il est bon de crier « *A bas l'Etat policier !* ». Mais il est meilleur de l'abattre. Pour cela, la classe ouvrière doit rassembler ses forces, les organiser à un degré supérieur, les concentrer, les armer. Le pouvoir ouvrier ne naît pas au sein de l'Etat bourgeois. Il ne naît pas non plus sur ses ruines. Il naît en face de lui, ses organes se constituent dans la lutte contre lui, il est l'instrument des travailleurs pour abattre l'Etat. Il se constitue d'abord comme un pouvoir contre le pouvoir. Ce phénomène du double pouvoir que toutes les révolutions prolétariennes ont connu, dont celle de 1917 a développé les formes classiques, longuement analysées par les bolcheviks, Marx l'avait reconnu et analysé en 1871, dans des développements qu'il n'a pas repris directement dans la rédaction définitive de *la Guerre civile...* :

« Le soulèvement de tout le Paris sain — à l'exclusion des piliers du bonapartisme et de son opposition officielle, les grands capitalistes, tripoteurs financiers, escrocs, oisifs, vieux parasites d'Etat — contre le gouvernement de la défense, ne date pas du 18 mars, bien qu'il ait remporté ce jour-là

sa première victoire sur la conspiration ; il date du 31 janvier, du jour même de la capitulation. La Garde nationale — c'est-à-dire tous les Parisiens en armes — s'est organisée et a vraiment gouverné Paris à partir de ce jour-là, indépendamment du gouvernement usurpateur des capitulaires installé par la grâce de Bismarck » (9).

« Le Comité central, qui avait dirigé la défense de Montmartre et était apparu à l'aube du 18 mars comme le guide de la révolution, n'était ni une improvisation née des circonstances ni le produit d'une conspiration secrète. Du jour même de la capitulation, par laquelle le gouvernement de la Défense nationale avait désarmé la France, mais s'était réservé une garde du corps de 40.000 hommes dans le but de mater Paris, Paris se tenait sur le qui-vive. La Garde nationale réforma son organisation et confia son commandement suprême à un Comité central constitué par les délégués de chaque compagnie : c'étaient pour la plupart des ouvriers, dont la force essentielle résidait dans les faubourgs ouvriers, mais ils furent bientôt acceptés par toute la Garde, à l'exception de ses vieilles formations bonapartistes. A la veille de l'entrée des Prussiens dans Paris, le Comité central assura le transport à Montmartre, Belleville et La Villette des canons et des mitrailleuses traîtreusement abandonnés par les capitulaires dans les quartiers mêmes que les Prussiens allaient occuper. Il assura ainsi la sauvegarde de l'artillerie qui provenait des souscriptions de la Garde nationale. Cette artillerie avait été officiellement reconnue comme la propriété privée de la Garde nationale par la convention du 31 janvier, et, à ce titre, exceptée de la reddition générale des armes. Pendant toute la période qui s'étend entre la réunion de l'Assemblée nationale à Bordeaux et le 18 mars, le Comité central avait été le gouvernement populaire de la capitale » (10).

LA CONQUÊTE DE LA DÉMOCRATIE

« *Ni une improvisation née des circonstances ni le produit d'une conspiration secrète* », les organes du

(9) O. c., p. 208.

(10) O. c., p. 250.

pouvoir de la classe ouvrière naissent de son mouvement fondamental pour son émancipation. Forme organisationnelle suprême de ce mouvement d'une classe qui contient en germe l'abolition des classes, qui est en germe la négation des classes, une non-classe, ce pouvoir est l'Etat qui est en même temps le non-Etat.

Comme tout pouvoir, il est celui d'une classe, mais d'une classe, celle des travailleurs salariés, qui est la majorité de la nation et entraîne dans son sillage toutes les couches qui ne participent pas directement à son exploitation, commerçants, paysans, face au Capital et à son Etat-Moloch.

Il ne se dresse pas au-dessus de la société pour se retourner contre elle, il est l'expression, l'organisation, la concentration de toutes les forces vives de la société unies pour l'objectif ultime : l'abolition des classes. Il est la « conquête de la démocratie », expression synonyme, pour le *Manifeste communiste*, de la « constitution du prolétariat en classe dominante » — cette démocratie directe que les masses avaient tenté de conquérir dans chaque révolution précédente.

Car la notion de « révolution démocratique bourgeoise » n'existe pas chez Marx et Engels, qui n'emploient jamais cette terminologie chère aux épigones qui l'appliquent comme un masque aux couleurs fleuries sur les traits hideux de l'Etat policier devant lequel ils montent la garde. Même lorsque, avant 1848, ils n'excluaient pas la possibilité de voir la bourgeoisie prendre la tête de la révolution contre l'Etat bureaucratique-féodal en Allemagne, et lui promettaient en ce cas le soutien du prolétariat — après 1848, on le sait,

ils ont conclu que la destruction de l'ancien régime ne pourrait se faire que sous la direction du prolétariat s'engageant dans un processus permanent de révolution — ils n'attendaient pas de la bourgeoisie la réalisation de mesures démocratiques, mais de l'action des masses. Ils ont toujours conçu la « révolution démocratique » comme un terme distinct et antinomique de celui de « révolution bourgeoise ». La révolution démocratique signifiait pour eux 1793, les masses plébéiennes tentant de constituer — tentative historiquement prématurée, donc condamnée à l'échec, mais non moins significative — leurs propres organes de pouvoir, de démocratie directe : la Commune, les clubs, indépendamment du Comité de Salut public robespierriste et contre lui. C'est cette ligne de réflexion qui mène Marx, dans sa première rédaction, à noter certains articles de la constitution de 1793, qui instaurent un régime de contrôle démocratique des électeurs sur les élus aux divers échelons, de gestion démocratique des municipalités et des départements, de précautions contre le risque d'un rôle autonome de l'administration.

« Constitution de 1793,

§ 78. Il y a dans chaque commune de la république une administration municipale. Dans chaque district, une administration intermédiaire, dans chaque département une administration centrale.

§ 79. Les officiers municipaux sont élus par les assemblées de la Commune.

§ 80. Les administrateurs sont nommés par les assemblées électorales de département et de district.

§ 81. Les municipalités et les administrations sont renouvelées tous les ans par moitié.

Conseil exécutif.

§ 62. Composé de 24 membres.

§ 63. L'Assemblée électorale de chaque département nomme un candidat. Le corps

législatif choisit sur la liste générale les membres du conseil.

§ 64. Il est renouvelé par moitié à chaque législature, dans le dernier mois de sa session.

§ 65. Le Conseil est chargé de la direction et de la surveillance de l'administration générale.

§ 66. Il nomme, hors de son sein, les agents en chef de l'administration générale de la république.

§ 68. Ces agents ne forment point un conseil ; ils sont séparés, sans rapports immédiats entre eux, ils n'exercent aucune autorité personnelle.

§ 73. Le conseil révoque et remplace les agents à sa nomination » (11).

C'est précisément sur ces traits qui font de la Commune une forme supérieure de la démocratie directe ébauchée au cours des révolutions précédentes que s'appuient ceux qui — quand ils sont de bonne foi — veulent voir dans la Commune « *la dernière révolution du XIX^e siècle* ».

Dans la mesure où elle se rattache à la tradition de 93, ce sont les éléments embryonnaires de révolution prolétarienne, de démocratie directe, qu'ont contenus toutes les grandes révolutions bourgeoises, au temps où la bourgeoisie pouvait encore mobiliser les masses contre l'absolutisme, que prolonge et amplifie la Commune. Mais, par son contenu, elle les dépasse toutes, elle est, selon l'expression fréquemment employée par Marx, « *l'aube de la révolution sociale* » du prolétariat.

BUREAUCRATISME ET CENTRALISATION POLITIQUE

Il importe d'éclaircir ici un aspect important. La centralisation politique indispensable à la classe ou-

vière pour concentrer ses forces dans le combat contre la bourgeoisie, centralisation qui doit trouver son expression dans cette forme suprême d'organisation du prolétariat qu'est sa constitution en classe dominante, dans les organes de son pouvoir, de l'État ouvrier, est dénoncée par diverses tendances anarchistes ou spontanéistes comme étant synonyme d'une contrainte imposée de l'extérieur, du maintien de l'ancienne machine oppressive de l'État ou de l'instauration d'une nouvelle, d'un appareil bureaucratique centralisé, hiérarchisé, imposant de l'extérieur au mouvement de la classe une unité formelle. Et d'accuser Marx et Engels d'avoir préconisé le « *communisme autoritaire* », hiérarchique, bureaucratique — de rechercher dans la pensée de Marx la véritable cause de la dégénérescence *bourgeoise* de la bureaucratie de l'U.R.S.S. et des appareils *bourgeois* du réformisme et du stalinisme.

Or rien n'est plus contraire à la réalité, tant en ce qui concerne la doctrine de Marx que les conditions réelles de réalisation de l'unité de volonté et d'action de millions et de dizaines de millions de travailleurs, inséparable de leur liberté d'initiative, de leur autonomie à tous les échelons. Incomparablement plus efficaces, plus profondes que l'unification subie ou le centralisme résultant de la contrainte imposée de l'extérieur aux masses populaires, sont la centralisation, la concentration, l'unification qui procèdent organiquement de l'intérieur, du mouvement fondamental de la classe

(11) O. c., p. 234.

ouvrière ; ce mouvement, qui la constitue comme classe et tend, par là même, à la constituer en classe dominante, pousse à l'élimination de toutes ses aliénations, de tout ce qui vient de l'extérieur, exprime des intérêts qui lui sont étrangers ou hostiles et s'oppose à son unité ; il tend à transcender tout ce qui reflète des intérêts particuliers, momentanés, fragmentaires, pour amener la classe tout entière à faire siennes les positions de son avant-garde communiste, à n'avoir plus d'autres intérêts que ceux du mouvement prolétarien dans son ensemble et d'autres objectifs que ses objectifs historiques. La classe ouvrière aspire alors, elle entraîne dans son sillage, elle unifie sous sa direction toutes les couches populaires petites-bourgeoises, unifiant toutes les forces vives de la nation dans la lutte pour l'abolition des classes.

Cette légende qui identifie centralisation des forces prolétariennes et bureaucratisme est toutefois nourrie par une erreur que Marx et Engels ont commencé par commettre eux-mêmes, et qui reste aujourd'hui extrêmement répandue. Elle consiste à rechercher dans le « *centralisme jacobin* » de 1793 l'origine de l'appareil ultra-centralisé de l'Etat dont le peuple français « *jouit* » aujourd'hui encore. Cette erreur trouve son reflet dans la circulaire de mars 1850 du bureau central de la Ligue des communistes (celle-là même dans laquelle, pour la première fois, la stratégie de la révolution permanente est définie comme étant la stratégie du prolétariat vis-à-vis de la démocratie petite-bourgeoise dans un pays comme l'Allemagne, où la révolution avait encore pour première tâche d'abattre la

propriété féodale et l'absolutisme). Marx et Engels y écrivaient :

« ... Comme en France en 1793, la réalisation de la centralisation la plus rigoureuse est aujourd'hui en Allemagne la tâche du parti vraiment révolutionnaire » (12).

Mais Engels, en rééditant cette circulaire en 1885, ajoutait à cet endroit la note suivante :

« Il faut rappeler aujourd'hui que ce passage repose sur un malentendu. A ce moment-là il était admis — grâce aux faussaires bonapartistes et libéraux de l'histoire — que la machine administrative centralisée française avait été introduite par la grande Révolution et maniée notamment par la Convention comme une arme indispensable et décisive pour vaincre la réaction royaliste et fédéraliste et l'ennemi extérieur. Mais c'est actuellement un fait connu que, pendant toute la révolution jusqu'au 18-Brumaire, l'administration totale du département, de l'arrondissement et des communes se composait d'autorités élues par les administrés eux-mêmes qui, dans le cadre des lois générales de l'Etat, jouissaient d'une liberté complète ; que cette administration autonome provinciale et locale, semblable à ce qui se passe en Amérique, devint précisément le levier le plus puissant de la révolution, et cela à un point tel que Napoléon, immédiatement après son coup d'Etat du 18-Brumaire, s'empressa de la remplacer par le régime préfectoral encore en vigueur de nos jours et qui fut donc, dès le début, un instrument de réaction. »

Marx, cependant, dès 1852 — dès qu'il était arrivé à la conclusion que la révolution devait « *concentrer sur le pouvoir exécutif toutes ses forces de destruction* » (13) avait écrit :

« La centralisation politique dont la société moderne a besoin ne peut s'élever que sur les débris de l'appareil gouvernemental, militaire et bureaucratique, forgé autrefois pour lutter contre le féodalisme. La destruction de l'appareil d'Etat ne mettra pas en danger la centralisation. La bureaucratie n'est que la forme inférieure et brutale

(12) Marx-Engels, *Textes sur l'organisation*, Editions Spartacus, p. 45.

(13) *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Editions sociales, 1969, p. 134.

d'une centralisation qui est encore affectée de son contraire, le féodalisme» (14).

Nous venons de le voir, l'« *appareil gouvernemental, militaire et bureaucratique* » n'avait pas été forgé dans la lutte contre le féodalisme. C'est au contraire le premier Bonaparte qui, restaurant les formes gouvernementales de la monarchie absolue, a doté en même temps l'Etat d'un appareil bureaucratique centralisé bien plus concentré et plus massif que celui de l'Ancien Régime, comme instrument de lutte contre les masses populaires. Mais cette erreur ne retire rien de leur valeur aux remarques de Marx, qu'il développera après l'expérience de la Commune.

C'est ainsi, comme nous l'avons indiqué plus haut, que dans la première rédaction de *la Guerre civile en France*, il cite les articles de la constitution de 1793 qui instauraient l'autonomie des communes, districts (on dirait aujourd'hui "arrondissements") et départements.

Un peu plus haut, après avoir dénoncé la « *décentralisation réactionnaire de la France* » voulue par les ruraux :

« Ce qu'ils veulent réellement, c'est revenir à ce qui précédait l'appareil d'Etat centralisé, c'est devenir plus ou moins indépendants de ses préfets et de ses ministres, et remplacer cet appareil par l'autorité seigneuriale des châteaux sur les provinces et les villages »,

il écrit :

« Ce que veut Paris, c'est abolir cette centralisation qui a rendu service contre la féodalité, mais qui, devenue l'unité d'un corps artificiel, s'appuyant sur les gendarmes et sur les armées en livrée rouge ou noire, opprime la vie de la société véritable, pèse sur elle comme un cauchemar et donne à Paris une "omnipotence apparente" en l'enfermant et en l'isolant de la

province. Ce que veut Paris, c'est remplacer cette unité formelle de la France qui existe en dehors de la société française par l'union politique de la société française, elle-même issue de l'organisation communale » (15).

Dans ses extraits de presse, il n'a pas manqué de relever le passage correspondant de la « *Déclaration de la Commune* » du 19 avril :

« L'unité telle qu'elle nous a été imposée jusqu'à ce jour par l'empire, la monarchie et le gouvernement parlementaire n'est autre chose que la centralisation despotique, inintelligente, arbitraire et onéreuse. L'unité politique, telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les initiatives locales » (16).

Enfin, dans le texte définitif de *la Guerre civile...* il soulignera :

« L'unité de la nation ne dev ait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais se voulait indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire » (17).

On sait le commentaire qu'a fait de ces lignes Lénine, dans *L'Etat et la révolution*. C'est à bon droit, on vient de le voir, qu'il a réfuté Bernstein qui en concluait à la similitude parfaite des vues de Marx et de celles de Proudhon :

« Bernstein est simplement incapable de concevoir la possibilité d'un centralisme volontaire, d'une union volontaire des communes en nation, d'une fusion volontaire des communes prolétariennes en vue de la destruction de la domination bourgeoise et de la machine d'Etat bourgeoise. Bernstein, comme tout philistin, se représente le centralisme comme chose venant uniquement d'en haut, ne pouvant être imposée et main-

(14) *Idem*, p. 134.

(15) *O. c.*, p. 228.

(16) *O. c.*, pp. 136-137.

(17) *O. c.*, p. 43.

tenue que par la bureaucratie et le militarisme.

MARX, comme s'il avait prévu la possibilité d'une déformation de sa doctrine, souligne à dessein que c'est commettre sciemment un faux que d'accuser la Commune d'avoir voulu prétendument détruire l'unité de la nation, supprimer le pouvoir central. Marx emploie intentionnellement cette expression : « *organiser l'unité de la nation* », pour opposer le centralisme prolétarien conscient, démocratique, au centralisme bourgeois, militaire, bureaucratique. »

Toutefois, lorsque Lénine écrit :

« *Marx s'accorde avec Proudhon en ce sens que tous deux sont pour la "démolition" de la machine d'Etat actuelle* » et parle de « *cette similitude du marxisme et de l'anarchisme (avec Proudhon comme avec Bakounine)* », il nous faut aujourd'hui, après l'expérience notamment de la révolution espagnole, rectifier : ce qu'il y a lieu de reprocher à l'anarchisme, c'est qu'il ne veut pas, en fait sinon en paroles, détruire la machine d'Etat actuelle — car, pour y parvenir, la classe ouvrière doit concentrer et organiser ses forces en formant les organes de la lutte contre l'Etat, qui sont en même temps les organes du pouvoir ouvrier. Même quand, comme en Espagne après le 19 juillet 1936, cette machine avait été détruite aux neuf dixièmes par l'offensive des travailleurs, il a préféré prêter ses bons offices pour la replâtrer plutôt que d'en achever la destruction, ce qui exigeait la centralisation, l'unification politique, de la classe ouvrière, sa constitution organique en classe dominante. Quant aux épigones spontanéistes, nous les avons vus, en mai 1968, avec l'appui des prétendus « marxistes » de Mandel ou de Pablo, ne rien négliger, au nom de l'« *autogestion* », du « *pouvoir ouvrier dans les entreprises* », etc., pour détourner les travail-

leurs de la concentration, de l'unification de leurs forces. La seule force concentrée, centralisée, existant dans le camp ouvrier devait rester l'appareil bourgeois du stalinisme, qui put ainsi employer cette centralisation réactionnaire pour disloquer le mouvement des masses, puis y mettre fin.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

« *Reprise du pouvoir d'Etat par la société... par les masses populaires elles-mêmes, qui substituent leur propre force organisée à la force organisée pour les opprimer* », mais que « *seule, la classe ouvrière pouvait formuler* » et dont, seule, elle pouvait « *entreprendre la réalisation par la lutte* » (18), « *forme sous laquelle la classe ouvrière prend le pouvoir politique dans ses places fortes sociales* » (19), etc. — les différentes formules employées par Marx ne font qu'approfondir son analyse des différents aspects de cette « *formation historique entièrement nouvelle* » pour en dégager finalement l'essence :

« Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail » (20).

Il est au surplus, à notre avis, peu sérieux de tirer argument de ce que Marx n'emploie pas dans *la Guerre civile en France* (ni dans ses travaux

(18) O. c., pp. 212-213.

(19) O. c., p. 256.

(20) O. c., p. 45.

préliminaires) le terme « *dictature du prolétariat* » pour en déduire on ne sait quelle distinction, en particulier avec la fameuse exclamation d'Engels en 1891 : « *Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat.* » Marx lui-même, d'ailleurs, le 25 septembre 1871, rassemblant les leçons de la période qui s'achevait comme de celle qui avait déjà commencé, déclarait :

« L'insurrection de Juin (1848) avait été une révolte contre la classe dirigeante tout entière, y compris sa fraction la plus radicale... Le dernier mouvement a été la Commune, le plus grand qui a jamais eu lieu, et il ne peut y avoir deux opinions à son sujet — la Commune, c'était la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Il y a eu beaucoup de malentendus au sujet de la Commune. La Commune ne pouvait fonder une nouvelle sorte de gouvernement de classe. En détruisant les conditions existantes d'oppression par le transfert de tous les moyens de travail aux travailleurs productifs, obligeant ainsi tout individu physiquement apte à travailler pour vivre, la seule base de la domination et de l'oppression sera abolie. Mais avant qu'une telle transformation puisse être effectuée, une dictature prolétarienne est nécessaire, et la première condition en est une armée prolétarienne. La classe ouvrière aura à conquérir son droit à s'émanciper sur le champ de bataille. La tâche de l'Internationale est d'organiser et de combiner les forces du travail pour la lutte qui vient. »

La dictature du prolétariat n'a jamais signifié autre chose, pas plus pour les bolcheviks que pour Marx, que l'hégémonie politique de la classe ouvrière.

D'autre part, il ne faut pas oublier que, pour la dictature du prolétariat, non seulement les distinctions entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif disparaissent, mais que celles entre gouvernement et Etat s'estompent.

La dictature du prolétariat, c'est le pouvoir de la classe tout entière,

qui administre, gouverne, dirige la société. Et si elle élabore nécessairement différents organes, aux différents niveaux, local, régional, national..., il n'y a pas, cependant, simplement un centre qui ordonne et un appareil qui transmet et exécute.

Ces divers organes sont tous les instruments du pouvoir de la classe, exprimant sous des formes spécifiques une même totalité organique.

« Dans le système "*d'autonomie administrative des producteurs*", c'est-à-dire dans l'Etat purement prolétarien, écrit Trotsky, la multiplicité des degrés du système électoral est une question qui intéresse non la politique, mais le mécanisme de l'administration autonome... » (21).

« *Gouvernement des travailleurs* », « *pouvoir de la classe ouvrière* », « *dictature du prolétariat* », « *Etat ouvrier* » ne sont pas des termes définissant des réalités distinctes, mais diverses caractéristiques d'une même réalité.

Enfin, il faut sans doute le rappeler une fois de plus : même au lendemain de la révolution d'Octobre, il n'a pas tenu aux bolcheviks que le premier gouvernement de la dictature du prolétariat ne fût un gouvernement de Front unique de tous les partis populaires, y compris les mencheviks et socialistes-révolutionnaires de droite, sous la seule condition que ceux-ci acceptent le pouvoir des soviets. Ils n'étaient pas partisans du pouvoir d'un seul parti, pas même, autant que possible, du gouvernement d'un seul parti. La forme prise dès l'été 1918 par la dictature du prolétariat en U.R.S.S. a été le

(21) Trotsky, *Terrorisme et communisme*, Editions 10/18, p. 149.

produit des circonstances extrêmement difficiles de l'époque, dans un pays arriéré où le prolétariat n'était qu'une faible minorité. Dans les pays avancés, la dictature du prolétariat aura dès le début une base sociale incomparablement plus large. A cet égard aussi, elle sera l'héritière de la Commune, autant que de l'Octobre russe.

Quant aux monstrueux régimes policiers de l'Est de l'Europe et de l'U.R.S.S., ce sont des régimes où une bureaucratie bourgeoise a pu, dans des circonstances historiques que nous ne rappellerons pas ici, usurper le pouvoir dans l'Etat ouvrier. Ce ne sont pas des régimes politiques de dictature du prolétariat, mais leur contraire. La tâche politique des ouvriers consiste, à l'Est comme à l'Ouest, à détruire cet « horrible appareil », à l'Ouest pour détruire les rapports sociaux bourgeois, et instaurer des rapports socialistes, à l'Est pour libérer ces nouveaux rapports, issus de la révolution d'Octobre, de la gangue bureaucratique qui les enserre et menace de les étouffer.

LA PRISE DU POUVOIR, DÉBUT D'UNE PÉRIODE DE BOULEVERSEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

On trouve également dans la première rédaction de *la Guerre civile* un des très rares textes où Marx s'exprime sur le caractère *politique* de la période de transition :

« La Commune ne supprime pas les luttes de classes par lesquelles la classe ouvrière s'efforce d'abolir toutes les classes et, par

suite, toute (domination de) classe (parce qu'elle ne représente pas un intérêt particulier ; elle représente la libération du "travail", c'est-à-dire la condition fondamentale et naturelle de toute vie individuelle et sociale, que seules l'usurpation, la fraude et des ruses artificieuses permettent à la minorité de confisquer à la majorité), mais elle crée l'ambiance rationnelle dans laquelle cette lutte de classes peut passer par ses différentes phases de la façon la plus rationnelle et la plus humaine. Elle peut être le point de départ de réactions violentes et de révolutions tout aussi violentes. Elle commence l'*émancipation du travail* — son grand but — en balayant l'œuvre improductive et malfaisante des parasites d'Etat ; elle extirpe, d'une part, les racines du mal qui livrait une immense partie du revenu national à la nourriture du monstre étatique, et, d'autre part, elle accomplit l'ouvrage réel de l'administration locale et nationale pour des salaires d'ouvriers. Elle débute donc par une immense épargne, par une réforme économique aussi bien que par une transformation politique.

L'organisation communale une fois fermement établie à l'échelle nationale, les catastrophes qu'elle aurait peut-être encore à subir seraient des insurrections sporadiques d'esclavagistes qui, tout en interrompant momentanément l'œuvre de progrès pacifique, ne feraient qu'accélérer le mouvement, en armant le bras de la révolution sociale » (22).

Ces lignes remarquables que Marx n'a pas reprises dans sa rédaction définitive sont l'ébauche de la théorie de l'époque de transition, que Trotsky devait reprendre et généraliser beaucoup plus tard comme troisième thèse de la théorie de la révolution permanente : la prise du pouvoir par le prolétariat ne marque pas l'instauration d'un nouvel ordre mais le début d'une période de bouleversement continu de tous les rapports politiques et sociaux, de lutte violente et non violente, à l'échelle nationale et internationale.

(22) O. c., p. 215-216.

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

Le 5^e congrès annuel de l'Internationale, qui avait été convoqué par le Conseil général pour le début de septembre 1870 à Mayence, avait dû être remis du fait de la guerre franco-allemande. En 1871, la terreur blanche qui régnait sur le continent ne permettant toujours pas la tenue d'un congrès (à caractère public), comme l'Internationale en avait tenu un chaque année au mois de septembre de 1866 à 1869, Marx proposa au Conseil général de le remplacer par une conférence privée de délégués des sections, comme ç'avait été le cas une première fois, pour d'autres raisons, en 1865.

Face à l'offensive générale de la réaction — on put craindre un moment que même en Angleterre on ressuscitât les vieilles lois contre les étrangers, datant de l'époque de la Convention, pour mettre en cause la sécurité des réfugiés politiques — il apparaissait indispensable à Marx et Engels de resserrer la cohésion organisationnelle de l'Internationale (en réglant en particulier le problème posé par la scission organisée, en avril 1870, par les partisans suisses de Bakounine), et d'affermir ses fondements politiques. On peut dire que c'est à la conférence de Londres, qui se tint en septembre 1871, que Marx tira les enseignements de la Commune, au point de vue des tâches que devait s'assigner l'Association internationale des travailleurs. Il déploya à cette occasion une immense activité, soutenu par Engels, rédigeant lui-même ou inspirant directement les dix-sept résolutions sorties de la conférence (celle-ci con-

fia au Conseil général le soin d'en assurer la rédaction définitive) et y intervenant plus de cent fois dans les débats. Il nous faut malheureusement nous borner ici à l'essentiel.

Les dirigeants des trade-unions anglaises avaient participé activement à l'activité du Conseil général pendant les trois ou quatre premières années de son existence. Puis, ayant obtenu une réforme électorale qui donnait le droit de vote à la petite-bourgeoisie et à l'aristocratie ouvrière (le suffrage universel ne sera instauré en Angleterre qu'après la première guerre mondiale) et la légalisation des syndicats moyennant leur enregistrement, ils s'étaient rapprochés du parti libéral de Gladstone et éloignés de l'Internationale ; ceux qui étaient encore membres du Conseil général à la veille de la Commune prirent prétexte de l'*Adresse sur la Guerre civile en France* pour le quitter (à l'exception d'un seul, Applegarth, qui devait y rester jusqu'au bout, mais envisageait dès ce moment de cesser toute activité militante).

A la conférence de Londres, à propos d'une résolution proposant la formation de fédérations syndicales internationales extérieures au Conseil général (et en fait, en dépit des intentions de ceux qui soutenaient cette proposition, extérieures à l'Internationale elle-même), Marx souligne que les syndicats, même internationaux, ne peuvent constituer « *la commune de l'avenir* », car les syndicats professionnels, fussent-ils organisés à l'échelle internationale, reposent « *sur la division du travail, cause de l'esclavage des ouvriers* ». Et, critiquant les trade-unions, il montre qu'ils ne peuvent suffire

comme instruments pour l'émancipation des travailleurs :

« En Angleterre, les trade-unions existent depuis un demi-siècle, et la grande majorité des ouvriers est en dehors des trade-unions [qui] sont une minorité aristocratique. Les ouvriers les plus pauvres ne peuvent en faire partie : la grande masse des ouvriers que le développement économique chasse chaque jour des campagnes dans les villes reste longtemps en dehors des trade-unions et la masse la plus malheureuse n'en fait jamais partie. Ce ne sont pas seulement les ouvriers des campagnes, mais encore leurs familles qui n'ont pas d'argent pour former des trade-unions. Il en est de même pour les ouvriers nés dans les quartiers est de Londres : un sur dix appartient aux trade-unions. Les paysans, les journaliers ne font jamais partie de ces sociétés.

Les trade-unions ne peuvent rien par elles-mêmes ; elles resteront une minorité, elles n'auront aucune puissance sur la masse des prolétaires, tandis que l'Internationale agit directement sur ces hommes. »

Contre les adversaires de l'action politique de la classe ouvrière — donc de la lutte pour le pouvoir, car, comme le déclarera Engels, « *la révolution est l'acte politique suprême* » — Marx défend l'action parlementaire en tant qu'utilisation de la tribune pour la propagande et l'agitation :

« ... La tribune est le meilleur instrument de publicité, et il ne faut pas croire que ce soit d'une mince importance d'avoir des ouvriers dans les parlements. Si l'on étouffe leur voix, comme celles de De Potter et Castiau (23), si on les expulse, comme Manuel, l'effet de ces rigueurs et de cette intolérance est profond sur le peuple. Si, au contraire, comme Bebel et Liebknecht, ils peuvent parler de cette tribune, c'est le monde entier qui les entend ; d'une manière comme d'une autre, c'est une grande publicité pour nos principes. Pour n'en citer qu'un exemple : lorsque Bebel et Liebknecht ont entrepris, contre et pendant la guerre qui se livrait en France, cette lutte pour dégager toute la responsabilité de la classe ouvrière en face de ce qui se passait, toute l'Allemagne était ébranlée et Munich même, cette ville où l'on ne faisait la révolution que pour le prix de la bière, se livrait à

de grandes manifestations pour demander la fin de la guerre, ce qui, à Munich, a rallié beaucoup d'ouvriers à l'Association internationale.

Les gouvernements nous sont hostiles, il faut leur répondre par tous les moyens possibles que nous avons à notre disposition et faire, contre eux, une croisade générale. Mettre des ouvriers dans les parlements, c'est autant de gagné sur eux, mais il faut choisir les hommes et ne pas prendre des Tolain. »

En même temps, il mettait en garde contre toute interprétation opportuniste de l'action parlementaire : il montrait que l'abstention politique aboutissait à pousser les ouvriers à se ranger sous la houlette de l'opposition républicaine bourgeoise ; il dénonçait ceux qui

« ajournent la politique après la lutte violente et jettent ainsi le peuple dans l'opposition formaliste et bourgeoise qu'il est de notre devoir de combattre en même temps que le pouvoir. Nous devons démasquer Gambetta afin que le peuple ne soit pas, une fois de plus, abusé. Nous comprenons par lutte politique une action contre le gouvernement, mais aussi contre l'opposition bourgeoise qui n'est pas encore arrivée au gouvernement. »

Marx appelait les choses par leur nom, et avant même qu'on ne l'eût baptisée ainsi, dénonçait comme un jeu de dupes l'« union des démocrates » si chère aux dirigeants du P.C.F.

Il exposait comment « *cette abstention coupable* » des internationaux français avait « *permis aux Favre, Trochu, Picard et autres de s'emparer du pouvoir le 4 septembre* » et au Comité central de laisser perdre « *les premiers jours de la révolution qu'il*

(23) Deux ouvriers belges, élus à la Chambre des députés, et que les parlementaires bourgeois n'avaient pas laissé parler.

devait consacrer à son affermissement ».

Il concluait :

« En France, le mouvement a échoué parce qu'il n'avait pas été assez préparé. »

La résolution adoptée, intitulée *L'Action politique de la classe ouvrière*, mérite d'être reproduite en entier, outre qu'elle ne figure actuellement dans aucune édition courante, parce qu'elle montre avec quel art Marx, tout en établissant que cette résolution est conforme aux principes posés dès le début par l'Internationale, fait découler la nécessité de la constitution du prolétariat en parti politique à la fois de toute l'évolution du mouvement ouvrier, qui a fait accéder la classe ouvrière à « l'état militant », de la mission historique qui est la sienne et des impératifs de la situation :

« Vu les considérants des statuts originaux où il est dit : *“L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen”* ;

Vu l'Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs (1864) qui dit : *“Les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation du travail, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possible... La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière”* ;

Vu la résolution du congrès de Lausanne (1867) à cet effet : *“L'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique”* ;

Vu la déclaration du Conseil général sur le prétendu complot des internationaux français à la veille du plébiscite (1870) où il est dit : *“D'après la teneur de nos statuts, certainement toutes nos sections en Angleterre, sur le continent et en Amérique ont la mission spéciale, non seulement de servir de centres à l'organisation militante de la classe ouvrière, mais aussi de soutenir, dans*

leurs pays respectifs, tout mouvement politique tendant à l'accomplissement de notre but final : l'émancipation économique de la classe ouvrière” ;

Attendu que des traductions infidèles des statuts originaux ont donné lieu à des interprétations fausses qui sont nuisibles au développement et à l'action de l'Association internationale des travailleurs (24) ;

En présence d'une réaction sans frein qui étouffe violemment tout effort de la part des travailleurs, et prétend maintenir par la force brutale la distinction des classes, et la domination politique des classes possédantes qui en résulte ;

Considérant en outre :

Que contre ce pouvoir des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes ;
Que cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes ;
Que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploités.

La Conférence rappelle aux membres de l'Internationale que, dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis. »

En septembre 1871, la répression consécutive à la défaite de 1871 n'avait pu encore arrêter les progrès

(24) Dans la première traduction française des Statuts, les mots « comme moyens » avaient été omis dans le quatrième « considérant » (cité ci-dessus). Les proudhoniens Tolain, Chemalé, etc., qui dirigeaient au début l'Internationale en France, étaient hostiles à l'action politique par principe et, au surplus, redoutaient d'attirer la répression de Napoléon III (c'est ainsi que, après avoir voté la résolution du congrès de Lausanne que rappelle Marx un peu plus haut, Tolain l'avait reniée lors du premier procès organisé par Napoléon III contre l'Internationale.

de l'Internationale ; les éléments de crise qui y existaient semblaient pouvoir être jugulés, et Marx et Engels ont pu penser qu'elle allait devenir dans la prochaine étape le parti de classe mondial qu'ils définissaient à la conférence de Londres. Il n'en a rien été, et, un an plus tard, minée par le développement de la réaction européenne, et l'extension consécutive des forces centrifuges internes, l'Internationale cessait de fait d'exister en tant que force organisée cohérente. Mais les conclusions politiques formulées par Marx et Engels après la Commune n'en constituaient pas moins un guide précieux pour tout le mouvement ultérieur. Quels correctifs l'avenir devait-il leur apporter ? C'est ce que nous examinerons maintenant de façon extrêmement succincte.

LA COMMUNE ET LES CONTINUATEURS DE MARX : L'ÉTAT

Préfaçant en février 1921 le livre de C. Talès, *la Commune de Paris*, Trotsky énumère les erreurs et faiblesses de la Commune pour conclure :

« Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon : il faut une forte direction de parti » (25).

Or, dans la réédition de 1971 de ce livre paru aux éditions Spartacus, il y a une préface à cette préface, dont nous parlons par ailleurs dans ce numéro (26). On y oppose Lénine à Trotsky : Lénine, lui, dans *L'État et la révolution*, a analysé l'expérience historique réelle de la Commune, « l'apport positif du mouvement »,

sans jamais parler du parti. Trotsky, au contraire, ne parle que du « parti », et, dans son dogmatisme, ignore les véritables enseignements de la Commune :

« Il fait la théorie, non pas de la Commune, mais de « ce qui a manqué » à la Commune pour réussir. »

Que Lénine ait en général ignoré le problème du parti est un reproche qu'on lui a rarement fait. Quoi qu'il en soit, cette curieuse tentative d'opposer Lénine à Trotsky, qui ne dépasserait pas les œuvres complètes de Léo Figuères, fait abstraction — est-ce ignorance insondable ou mauvaise foi non moins insondable ? — de ce que, moins d'un an auparavant, Trotsky, composant son livre polémique *Terrorisme et communisme* contre Kautsky, en avait consacré deux chapitres (ch. V et VI) à la tentative de Kautsky d'opposer la Commune, cette démocratie idéale, à la dictatorialité Russie des soviets. Il y examine la Commune en tant que pouvoir ouvrier, démontrant que

« la Commune a été la négation vivante de la démocratie formelle, car, dans son développement, elle a marqué la dictature du Paris ouvrier sur la nation paysanne. Ce fait domine tous les autres. Quels que fussent les efforts des routiniers politiques au sein de la Commune même pour se cramponner à la visibilité de la légalité démocratique, chaque action de la Commune, insuffisante pour la victoire, était suffisante pour convaincre de sa nature illégale » (27),

et il y reprend l'analyse de Marx, pour y retrouver les mêmes conclusions, le tout occupant 40 pages du

(25) Talès, *la Commune de Paris*, Editions Spartacus, 1971, p. 177.

(26) Voir la note de lecture : « le réformisme, cet exécuté de la Semaine de mai » dans le présent numéro.

(27) O. c., pp. 134-135.

livre. C'est ainsi qu'il ignore les enseignements de la Commune quant au pouvoir ouvrier.

Trotsky, il est vrai, commençait sa préface en ces termes :

« Chaque fois que nous étudions l'histoire de la Commune, nous la voyons sous un nouvel aspect grâce à l'expérience acquise par les luttes révolutionnaires ultérieures, et surtout par les dernières révolutions, non seulement par la révolution russe, mais par les révolutions allemande et hongroise » (28).

Or, en février 1921, le parti bolchevique a mis victorieusement fin à la guerre civile, et se trouve par là même confronté avec l'immensité des tâches de la reconstruction socialiste de la société. Il sait que la tâche ne pourra être menée à bien sans de nouvelles victoires de la révolution prolétarienne, et que — l'échec des révolutions allemande et hongroise vient de le confirmer après la victoire de la révolution russe — pour vaincre, la classe ouvrière a besoin d'un parti révolutionnaire.

D'où la préface de Trotsky au livre de Talès, écrite d'ailleurs avec le but précis de convaincre les anarcho-sindicalistes français, en qui Lénine et Trotsky voyaient une composante indispensable d'un véritable parti communiste en France, de s'intégrer au parti issu de la scission de Tours pour y combattre les cadres réformistes qui y prédominaient.

L'auteur de la « préface à la préface » rappelle d'ailleurs ingénument ces circonstances... Mais que lui importe ? Il s'agit simplement pour lui d'affirmer la faillite du trotskysme. Nous pouvons tranquillement le laisser expliquer « l'échec du parti prolétarien par les conditions historiques de l'époque », et non

pas « l'absence de direction, de cadres, de parti, etc. » — ladite absence n'étant évidemment pas une des conditions historiques de l'époque, et le rôle de la théorie révolutionnaire consistant à « comprendre la spontanéité révolutionnaire du prolétariat », mais surtout pas les limites de cette spontanéité, la nécessité de tirer les leçons de l'impréparation du passé en se préparant mieux aux luttes révolutionnaires du présent, en un mot surtout pas un guide pour l'action des révolutionnaires, simplement un manuel de contemplation des événements...

Lénine, en 1917, reprenant l'analyse de Marx, armait son parti, dans *L'Etat et la révolution*, en vue de la lutte pour le pouvoir des soviets, dans laquelle il était déjà engagé.

Les caractéristiques de la Commune qu'il dépeint : abolition de l'armée permanente et de la police, armement des travailleurs, milices ouvrières, élection, responsabilité et révocabilité de tous les fonctionnaires publics, des juges en particulier, limitation de leur salaire à celui d'un ouvrier, etc., n'ont sans doute pas suffi à empêcher la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier russe. La vague révolutionnaire européenne, qui avait pris naissance en Russie en 1917, reflua à la fin de 1923 ; pourtant, le capitalisme restait debout, sauf en Russie.

Le capitalisme entra dans une phase de stabilisation relative qui devait durer jusqu'à la grande crise de 1929. Le prolétariat russe, vainqueur dans un pays ruiné, ayant perdu ses meil-

(28) O. c. p. 167.

leurs cadres dans la guerre civile, affamé, perdant confiance en la révolution mondiale, abandonnait la scène politique, que les hommes de l'appareil de l'Etat et du parti occupaient presque seuls. Aucune réglementation, aucune mesure juridique n'était de nature à empêcher la dégénérescence de celui-ci.

La bourgeoisie mondiale n'a pas été assez forte pour renverser l'Etat issu de la révolution d'Octobre ; la pression exercée par l'entourage capitaliste bien plus puissant a pu, cependant, sur la base de l'économie arriérée de la Russie, aboutir à la constitution d'une caste privilégiée, bourgeoise, la bureaucratie, et à l'usurpation du pouvoir politique par cette caste. L'appareil international bourgeois du stalinisme est devenu à son tour une « *condition historique de l'époque* », un puissant facteur de défaite pour la révolution.

Les marxistes — au premier rang Trotsky — ont analysé cette situation, non pour l'observer passivement, mais pour inscrire à leur programme, comme une tâche vitale pour la classe ouvrière, la destruction de cet appareil bourgeois. « *Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques* », cette phrase fameuse du Programme de la IV^e Internationale veut dire que la classe ouvrière, dans son mouvement fondamental pour son émancipation, brisera les appareils bourgeois — et qu'elle le fera d'autant plus vite et plus radicalement que les révolutionnaires sauront féconder son mouvement en l'aidant à acquérir ou à retrouver la conscience de sa propre finalité, donc en forgeant les formes d'organisation appropriées, creuset nécessaire à l'élaboration de cette conscience...

Mais les traits de la Commune que nous venons de rappeler, comme ceux que nous avons examinés plus haut, appartiennent désormais au programme de tout Etat ouvrier issu de la révolution prolétarienne. La vigilance des masses sera là pour en assurer le maintien.

Cependant, la « *forme politique tout à fait susceptible d'expansion* » (Marx) du pouvoir ouvrier devait accéder à un niveau supérieur avec l'apparition, en 1905, d'une forme organisationnelle débarrassée de tout démocratisme formel, épousant bien plus étroitement les besoins des travailleurs en lutte que n'avait pu le faire la Commune : le soviét, ou conseil, dont le Programme de la IV^e Internationale formule les caractéristiques en ces termes :

« Des couches toujours nouvelles d'opprimés relèveront la tête et lanceront leurs revendications. Des millions de besogneux, à qui les chefs réformistes ne pensent jamais, commenceront à frapper aux portes des organisations ouvrières. Les chômeurs entreront dans le mouvement. Les ouvriers agricoles, les paysans ruinés ou à demi ruinés, les couches inférieures de la ville, les travailleuses, les ménagères, les couches prolétarisées de l'intelligentsia, tous chercheront un regroupement et une direction. Comment harmoniser les diverses revendications et formes de lutte, ne fût-ce que dans les limites d'une seule ville ? L'histoire a déjà répondu à cette question : grâce aux soviets, qui réunissent les représentants de tous les groupes en lutte. Personne n'a proposé, jusqu'à maintenant, aucune autre forme d'organisation, et il est douteux qu'on puisse en inventer une. Les soviets ne sont liés par aucun programme *a priori*. Ils ouvrent leurs portes à tous les exploités. Par cette porte passent les représentants de toutes les couches qui sont entraînées dans le torrent général de la lutte. L'organisation s'étend avec le mouvement et y puise continuellement son renouveau. Toutes les tendances politiques du prolétariat peuvent lutter pour la direction des soviets sur la base de la plus large démocratie. C'est pourquoi le mot

d'ordre des soviets est le couronnement du programme des revendications transitoires. »

Eux-mêmes « *formes politiques tout à fait susceptibles d'expansion* », les conseils ouvriers, qui tendent à apparaître spontanément dans toute grande lutte des masses travailleuses — en Hongrie en 1956, en Jordanie (Irbid) comme en Pologne en 1970 — sont devenus la forme type du pouvoir ouvrier. Bien plus que le parti de classe, comme l'envisageait Marx en 1871, bien plus que l'Internationale, ce sont les conseils qui sont susceptibles d'organiser la classe tout entière, y compris ses couches les plus exploitées. Mais, quels que soient les développements et modifications qu'ils pourront subir encore, tous reconnaîtront comme leur origine, leur prototype encore fruste, mais déjà riche des potentialités illimitées qu'ouvre l'initiative créatrice des masses, la Commune de Paris.

LA COMMUNE ET LES CONTINUATEURS DE MARX : LE PARTI

Pour Marx, nous l'avons vu, le parti de classe du prolétariat, forme supérieure de son organisation parce qu'exprimant les intérêts les plus généraux du mouvement ouvrier, est conçu comme une organisation permanente de l'unité d'action, un front unique organique de tendances et de courants divers. L'hétérogénéité de la classe ouvrière, la diversité des professions, régions, nations, etc., les degrés très divers de maturation de la conscience qui résultent de ces inégalités de développement donnent naissance à cette multiplicité de cou-

rants. Chacun d'eux reflète dans ses conceptions un élément isolé du programme global du mouvement ouvrier ; son erreur consiste à l'isoler et à en faire un absolu qu'il s'agisse de la nécessité de lutter pour des réformes, du rôle et de l'importance des syndicats, de la nécessité d'une dictature révolutionnaire, de celle de détruire l'Etat, etc.

Dans le cadre organisé du parti de classe, par l'expérience de la lutte en commun, les communistes, porteurs du programme scientifique adéquat au mouvement dans sa totalité, tirant à chaque étape les leçons de la lutte, dégageront peu à peu le programme pour l'ensemble du mouvement, au moyen de la discussion démocratique.

Toutes les tendances légitimes, naturelles du mouvement ouvrier ont droit de cité dans le parti. C'est ainsi que le réformiste Tolain restera membre de l'Internationale depuis sa fondation jusqu'à ce que, en 1871, il passe dans le camp de l'ennemi de classe, devenant sénateur de Versailles (et Chemalé, qui avait été le plus proche camarade d'idées de Tolain, écrira en juillet 1871 au Conseil général pour, sans nullement renier ses idées antérieures, condamner l'activité versaillaise de Tolain et affirmer que, lui, reste membre et solidaire de l'Internationale — ce dont le Conseil général lui donnera acte).

La conception du parti de classe chez Marx n'a pu être que partiellement vérifiée par l'histoire de l'Internationale, dont le développement a été interrompu par la défaite de la Commune et la réaction consécutive. Elle l'a été cependant beaucoup plus complètement par l'histoire de la social-démocratie allemande entre 1875 et 1891. En 1875, les deux frac-

tions du mouvement ouvrier allemand, celle qui se réclamait de Lassalle et celle qui se réclamait de Marx, s'unifiaient au congrès de Gotha sur la base d'un programme où s'exprimait le plus plat réformisme (la perspective de transformer l'Etat prussien en un « *Etat populaire libre* »), truffé en outre d'absurdités et de contradictions de toutes sortes.

Marx et Engels en firent, dans leurs lettres à Bebel, Kautsky, Bracke, etc., la critique radicale que l'on sait. Ils auraient de beaucoup préféré un pacte d'unité d'action entre les deux fractions préservant leur autonomie et permettant le développement de la discussion. Il faut d'ailleurs ajouter que le niveau théorique de la fraction « *marxiste* » n'était guère plus élevé, y compris chez ses cadres, que celui de leurs adversaires — comme devait le prouver l'écho rencontré dans leurs rangs, un ou deux ans plus tard seulement, par l'idéologue Dühring. Marx, cependant, décida de ne pas se désolidariser publiquement du parti unifié, car, écrivit-il, « *un pas en avant du mouvement réel vaut mieux qu'une douzaine de programmes* ».

Le nouveau parti connut de sérieuses déviations du point de vue de classe ; c'est ainsi que, après l'épisode Dühring, au début (1879) de la période de persécution marquée par la loi d'exception de Bismarck contre les socialistes, Marx et Engels durent adresser une circulaire aux cadres du parti dans laquelle ils menaçaient de se délimiter publiquement de celui-ci s'il restait permis à des philanthropes bourgeois de développer ce qu'on appellerait aujourd'hui leur « *socialisme humaniste* » au nom du parti. Celui-ci traversa cependant avec

succès onze ans de répression sévère et d'illégalité, en sortit avec des forces quintuplées, refoula les tendances réformistes de son groupe parlementaire comme l'influence d'une fraction anarchiste qui s'était développée en réaction, enfin, constamment guidé par les conseils et les critiques de Marx et d'Engels, puis d'Engels seul, se donna à Erfurt, en 1891, un programme correct, et organisa le prolétariat allemand sur une politique de classe. Son appareil déjà très lourd ne manifestait alors que des germes de bureaucratisme ; il restait dans l'ensemble subordonné au parti, à sa base militante, et non l'inverse. Le marxisme, au moins dans ses principales conclusions, était effectivement assimilé par ses cadres, et devait faire de la social-démocratie allemande de cette époque (malgré ses lacunes très graves concernant la méthode de Marx qu'elle n'a jamais pleinement comprise) l'éducatrice des cadres révolutionnaires de tout le mouvement ouvrier européen. Vouloir chercher dans le caractère réformiste de son programme de 1875, du programme de Gotha, la cause de sa dégénérescence ultérieure serait une absurdité.

Le même parti, cependant, devait, vingt-trois ans plus tard, en juillet 1914, passer en bloc, avec armes et bagages, dans le camp de l'ennemi de classe, en votant les crédits militaires de « *son* » impérialisme et en entrant dans l'Union sacrée. Et tous les partis de la II^e Internationale (à la seule exception des bolcheviks russes, et encore non sans hésitation et frictions entre diverses tendances) devaient imiter son exemple.

De cette situation nouvelle, Lénine analysera les causes et tirera les con-

clusions, dès septembre 1915, dans sa brochure *la Faillite de la II^e Internationale*. D'emblée il pose le problème :

« Pour formuler la chose d'une manière scientifique, c'est-à-dire du point de vue des rapports entre les classes de la société contemporaine, nous devons dire que la plupart des partis social-démocrates avec en tête, tout d'abord, le parti le plus grand et le plus influent de la II^e Internationale, le parti allemand, se sont rangés aux côtés de leur état-major général, de leur gouvernement, de leur bourgeoisie contre le prolétariat. C'est là un événement d'une portée historique mondiale. Force nous est donc de nous arrêter à une analyse aussi étendue que possible de cet événement » (29).

L'opportunisme, devenu social-patriotisme, n'est plus une tendance du mouvement ouvrier : il est passé, comme naguère Tolain, dans le camp ennemi. Il ne s'agit cependant plus maintenant d'individus isolés, mais des directions des partis socialistes en tant que corps collectifs et des dirigeants dans leur quasi-totalité. Il importe, non seulement de réfuter les justifications « théoriques » de cette trahison, données par les social-chauvins eux-mêmes et surtout par leurs flancs-gardes, les conciliateurs du centre, incarnés par Kautsky — Lénine s'y emploie — mais de déterminer les racines sociales de cette trahison :

« La question scientifique et politique sérieuse que Kautsky élude délibérément par toutes sortes de stratagèmes, procurant ainsi un immense plaisir aux opportunistes, consiste à savoir comment les représentants les plus en vue de la II^e Internationale ont pu trahir le socialisme... L'opportunisme a été engendré, durant des décennies, par les particularités de l'époque de développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et de tout repos d'une couche d'ouvriers privilégiés les « embourgeoisait », leur donnait des bribes des bénéfices de leur capital national, les isolait de la détresse, des souffrances et

des tendances révolutionnaires de la masse misérable que l'on ruinait. La guerre impérialiste est le prolongement direct et l'achèvement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des colonies entre elles, pour leur domination sur les autres nations. Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de « couche supérieure », de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel des espoirs opportunistes petits-bourgeois et de la tactique corrélative pendant la guerre, telle est la base économique du social-impérialisme de nos jours... La base économique du chauvinisme et de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier est la même : l'union des couches supérieures, peu nombreuses, du prolétariat et de la petite-bourgeoisie, qui bénéficient des miettes que leur laissent les privilèges de « leur » capital national, contre la masse des prolétaires, la masse des travailleurs et des opprimés en général » (30).

Comme le développera davantage Lénine dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, la dégénérescence bourgeoise des appareils réformistes a ses racines sociales dans la possibilité, pour les grands Etats impérialistes, de distribuer à une aristocratie ouvrière des miettes de la plus-value supplémentaire qu'ils tirent de l'exploitation des pays arriérés, de leur situation de force dans la répartition mondiale de la plus-value. Mais, dès novembre 1914, il a tiré la conclusion d'organisation : il faut rompre avec l'opportunisme, agence bourgeoise au sein du mouvement ouvrier ; il faut construire la III^e Internationale, débarrassée de l'opportunisme.

Il souligne maintenant qu'il n'est plus possible d'agir dans le sens de l'indé-

(29) *La faillite de la II^e Internationale*, Editions sociales, p. 6.

(30) *O. c.*, pp. 42-45.

pendance de classe du prolétariat, d'avoir une politique de classe, socialiste, qu'en engageant une lutte fractionnelle contre l'appareil, lutte tendant à la scission :

« Tout ce qui se fait d'honnête, de véritablement socialiste, dans le parti social-démocrate allemand, se fait contre ses centres, en passant outre aux décisions de son C.C. et de son organisme central, se fait en violant la discipline d'organisation, se fait fractionnellement au nom de nouveaux centres anonymes d'un nouveau parti, de même qu'est anonyme, par exemple, l'appel des "gauches" allemands, publié dans le *Berner Tagwacht* du 31 mai courant (31). En fait, on voit croître, s'affermir, s'organiser un nouveau parti réellement ouvrier, réellement social-démocrate révolutionnaire, autre que ce vieux parti national-libéral et pourri... »

LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME

La lutte pour la constitution du prolétariat en classe passé désormais par l'organisation de la scission d'avec l'appareil bourgeois, qui pratique une politique de collaboration de classe organique, et ses flancs-gardes du centre. C'est ce que Lénine ne cessera désormais de répéter :

« Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme à tel point mûri, devenu à tel point vigoureux et impudent durant la longue époque du capitalisme relativement "pacifique", à tel point cristallisé sous le rapport idéologique et politique, à tel point lié d'étroite amitié avec la bourgeoisie et les gouvernements, qu'on ne saurait tolérer l'existence d'un parti courant à l'intérieur des partis ouvriers social-démocrates » (32).

L'opportunisme de l'appareil bourgeois n'est plus une tendance naturelle, légitime du mouvement ouvrier :

« L'époque impérialiste ne peut tolérer la coexistence, dans le même parti, des hommes d'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et de l'aristocratie semi-petite-bourgeoise de la classe ouvrière, qui jouit des brèves des privilèges que confère à "sa" nation, sa situation de "grande puissance". La vieille théorie qui dit que l'opportunisme est une "nuance légitime" d'un parti unique, étranger aux "extrêmes", est aujourd'hui la plus grande duperie des ouvriers et le plus grand obstacle au mouvement ouvrier. L'opportunisme ouvertement affirmé, qui repousse d'emblée la masse ouvrière, est moins terrible et nocif que cette théorie du juste milieu, qui justifie la pratique opportuniste par des vocables marxistes, démontre par une série de sophismes l'inopportunité des actions révolutionnaires » (33).

Marx, et surtout Engels, avaient assisté aux premières conséquences sur le mouvement ouvrier — sur les trade-unions — de la formation d'une aristocratie ouvrière dans le pays dont le développement capitaliste était le plus avancé, l'Angleterre. Il faut toutefois attendre le passage du capitalisme mondial au stade de l'impérialisme, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, pour que le phénomène se manifeste dans toute son ampleur et pour que, le capitalisme étant entré dans sa crise historique finale en 1914, les appareils bourgeois qui contrôlent le mouvement ouvrier soient devenus le principal appui politique du mode de production capitaliste, sans lequel la survie du régime bourgeois serait impossible.

On ne peut plus, comme au temps de Marx, escompter que les tendances opportunistes du mouvement ouvrier se corrigent par l'expérience de l'ac-

(31) Allusion à l'appel de Karl Liebknecht intitulé : « *L'ennemi principal se trouve dans votre propre pays* » (N.D.L.R.).

(32) *O. c.*, p. 52.

(33) *O. c.*, pp. 60-61.

tion commune au sein du parti de classe : les appareils ne représentent pas des intérêts ouvriers partiels opposés aux intérêts d'ensemble de la classe, ils représentent les intérêts de l'ennemi de classe, de la classe bourgeoise. Les hommes de l'appareil sont les lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise. L'expérience de la lutte ne leur enseigne qu'à mieux trahir, pervertir, émasculer, disloquer le mouvement de la classe — à mieux enchaîner le prolétariat au char de la bourgeoisie.

C'est par la scission d'avec l'opportunisme, d'avec l'appareil bourgeois de la social-démocratie que Lénine a dû poursuivre le même objectif, répondre à la même nécessité que Marx en réalisant l'unité organique des diverses tendances ouvrières : la constitution du prolétariat comme classe, face à la bourgeoisie, l'indépendance de classe du mouvement prolétarien dans sa lutte pour son émancipation.

La propagande de l'appareil bureaucratique bourgeois des organisations social-démocrates, les arguments avec lesquels il défend sa politique ne constituent pas des « erreurs », expression, certes, de la pression des forces de classe hostiles, mais qui pourraient être surmontées par l'expérience de la lutte en commun sur la base d'intérêts de classe identiques, ils sont, au contraire, le camouflage idéologique des intérêts bourgeois que l'appareil représente. Et, comme les social-traîtres trahissent le prolétariat au nom du prolétariat, le socialisme au nom du socialisme, le marxisme au nom de Marx, il devient nécessaire pour l'avant-garde révolutionnaire de se constituer en organisation distincte, sur la base du programme marxiste pris dans son

intégralité, résumant la totalité de l'expérience historique du mouvement ouvrier, expression concentrée des objectifs historiques de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation, programme dont la défense exige une lutte implacable contre l'opportunisme, détachement avancé de l'impérialisme dans les rangs ouvriers, et ses flancs-gardes centristes et gauchistes.

Pour des raisons différentes, que Trotsky a analysées et sur lesquelles nous n'avons pas à revenir ici, mais qui ont des conséquences analogues, la III^e Internationale a dégénéré à son tour, est passée à son tour « définitivement du côté de l'ordre bourgeois » (Programme de la IV^e Internationale). Nous avons affaire aujourd'hui à « deux Internationales contre-révolutionnaires », comme l'écrit encore Trotsky, à deux appareils bourgeois au sein du mouvement ouvrier.

La lutte pour la révolution prolétarienne, la lutte pour la IV^e Internationale à l'époque de l'imminence de la révolution — donc à l'époque où la bourgeoisie, les appareils bourgeois du réformisme et du stalinisme et leurs flancs-gardes centristes et gauchistes concentrent toutes leurs forces contre le marxisme, donc contre l'organisation de l'avant-garde prolétarienne qui se fonde sur lui passe plus que jamais par la rupture avec l'opportunisme et le centrisme, par la lutte implacable et irréconciliable contre les appareils bourgeois et leurs complices.

Cependant l'avant-garde marxiste, obligée de se constituer en organisation distincte au sein du mouvement ouvrier, séparée des appareils bourgeois par un abîme ouvert par la trahison, la capitulation, l'abandon

du programme et des objectifs historiques de la révolution prolétarienne qui caractérise le centrisme d'hier (Internationale deux et demi, bureau de Londres) ou d'aujourd'hui (pablistes), n'est en rien séparée du mouvement fondamental de la classe pour son émancipation, dont elle exprime la conscience et avec lequel elle tend à fusionner. Elle ne se place pas, pas plus que Marx, en face de la classe ouvrière en lutte pour l'endoctriner, lui prêcher son programme ; elle est partie intégrante du mouvement de la classe, elle dégage les enseignements du programme marxiste qui la fonde à partir de la lutte elle-même, des leçons vivantes de la lutte à chaque étape.

La III^e Internationale n'était nullement conçue par ses fondateurs, Lénine et Trotsky, comme un parti « *monolithique* », concept monstrueux né d'un cerveau bureaucratique en délire. Autant Lénine et Trotsky se proposaient d'en interdire rigoureusement l'entrée aux opportunistes, porte-parole des appareils bourgeois, et aux partisans centristes de la conciliation, de la réunification avec les opportunistes, qu'il s'agissait d'expulser du mouvement ouvrier, autant, et pour la même raison, ils la voulaient largement ouverte aux tendances ouvrières « *légitimes* », c'est-à-dire indépendantes de la bourgeoisie, se situant sur une base de classe, donc révolutionnaires, telles que, par exemple, les anarcho-syndicalistes français et espagnols.

Trotsky ne concevait pas autrement la IV^e Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, qui devra rassembler dans ses rangs pour vaincre toutes les tendances révolutionnaires, « *légitimes* », du mouvement ouvrier.

Dans une première étape (1919-1921), la III^e Internationale avait pu escompter rassembler rapidement dans ses rangs toutes les tendances « *légitimes* » du mouvement ouvrier pour l'offensive révolutionnaire, pour l'assaut immédiat des forteresses du capital, tout en chassant l'appareil bourgeois du réformisme, en l'expulsant du mouvement ouvrier. Ce n'est pas le lieu d'examiner ici ce que cet espoir — tout comme le « *communisme de guerre* » à l'intérieur de l'U.R.S.S. — pouvait avoir d'utopique. Dès la fin de 1920, il apparut que, en partie par suite des erreurs sectaires commises par de nombreux P.C., des secteurs essentiels du prolétariat international restaient et allaient rester pour une étape sous le contrôle des appareils bourgeois de la social-démocratie et des syndicats réformistes, et qu'il n'était pas possible de les en séparer par le seul impact de la propagande et de l'agitation communistes. L'I.C. reformula alors la stratégie de Marx du Front unique, du rassemblement de la classe ouvrière face à la bourgeoisie pour son combat émancipateur, sous la forme tactique de la lutte pour le Front unique entre partis communistes et partis social-démocrates (et là où, comme en France, l'appareil bourgeois du réformisme était parvenu à rompre l'unité syndicale, entre syndicats révolutionnaires et syndicats réformistes) pour la défense des intérêts de classe du prolétariat. Cette tactique, pleinement conforme à la stratégie de Marx, visait, à travers l'expérience de la lutte en commun, imposée aux appareils par les aspirations fondamentales de la classe à la reconstitution de son unité face à l'ennemi, à libérer le mouvement de la classe de l'emprise de l'appareil bourgeois,

à expulser du mouvement ouvrier les lieutenants de l'impérialisme.

LE PROGRAMME DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

Dans la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, pour la construction du parti mondial de la révolution socialiste, l'avant-garde marxiste — les trotskystes — rassemblée dans une organisation distincte, sur la base de son *Programme*, parce qu'elle ne peut combattre pour ses objectifs qu'en rompant radicalement avec les appareils bourgeois et leurs complices centristes et gauchistes, doit ressaisir la stratégie de Marx dans sa totalité, pour lui donner à chaque étape la forme tactique appropriée. Elle est perdue si elle oublie un seul instant que sa raison d'être est d'exprimer en termes de conscience, de programme, de tactique, de mots d'ordre le mouvement fondamental de la classe pour son émancipation, si elle se donne même l'apparence de défendre des intérêts particuliers distincts de ceux du mouvement fondamental de la classe, des intérêts de secte. Centristes et gauchistes mènent la lutte pour la défense des appareils, non seulement en prêchant directement la conciliation avec les appareils bourgeois (sous prétexte, par exemple, que l'appareil bourgeois stalinien est « à gauche » de l'appareil bourgeois réformiste, qu'il est une tendance du prétendu « mouvement communiste international » dont eux-mêmes sont une autre tendance), mais en mettant en avant leurs intérêts de groupes, de sectes, de cliques face au mouvement fondamental de la classe,

ce qui permet à l'appareil de les dénoncer aisément et de tenter de discréditer dans l'esprit des travailleurs les marxistes, les trotskystes, en les amalgamant avec les sectes centristes et gauchistes.

L'avant-garde marxiste — les organisations trotskystes se fondant sur le *Programme* de la IV Internationale et luttant pour sa reconstruction — réduite à ses propres forces, ne serait que peu de chose. Comme le géant de la fable qui empruntait de nouvelles forces à un réservoir d'énergie inépuisable chaque fois qu'il prenait contact avec sa mère la Terre, elle est invincible quand elle reste fidèle à sa raison d'être, quand elle exprime les aspirations de sa classe dans son mouvement fondamental pour son émancipation, quand elle ne tolère pas que rien ni personne puisse la séparer de ce mouvement fondamental dont elle est issue et qui est sa raison d'être.

C'est pourquoi les efforts désespérés de l'appareil bourgeois et de ses complices pour la disloquer visent avant tout à la faire dévier de cette ligne fondamentale, c'est-à-dire se renier elle-même. Dans la lutte pour construire le Parti mondial de la révolution socialiste, fidèle à la méthode employée par Marx et Engels dès le début de 1846, avec la fondation des Comités de correspondance communistes, puis leur fusion, en février 1847, avec la Ligue des communistes, les trotskystes devront savoir édifier des formes d'organisation transitoires, indépendantes de la bourgeoisie et des appareils, de nature à permettre aux militants qui veulent rompre avec les appareils d'accéder par l'expérience quotidienne de la lutte en commun au programme marxiste.

« Les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. Quelle que soit la diversité des méthodes des social-traitres..., ils ne réussiront jamais à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat »,

affirme le *Programme* de la IV^e Internationale. La volonté révolutionnaire du prolétariat, qui se nourrit des contradictions insolubles du mode de production capitaliste, tend à reconstituer son mouvement de classe en lutte pour son émancipation. Les appareils divisent, disloquent le mouvement ouvrier, en plaçant les fractions de ce mouvement qu'ils contrôlent au service d'intérêts bourgeois. C'est pourquoi la lutte pour l'unité et l'indépendance de classe (l'unité dans et par l'indépendance de classe) du mouvement ouvrier est identique à la lutte contre les appareils bourgeois.

Les appareils empoisonnent le mouvement ouvrier avec les toxines de l'idéologie bourgeoise (le capitalisme a changé : néo-capitalisme, capitalisme monopoliste d'Etat ; le socialisme peut être réalisé par des voies nouvelles, pacifiques, parlementaires : réformes de structure, démocratisation de l'économie ; il peut être réalisé en transformant l'Etat de l'intérieur : « *démocratie avancée* » ; ou en ignorant l'Etat : pouvoir ouvrier dans les usines, « *auto-gestion* », contrôle ouvrier séparé du programme d'ensemble des revendications transitoires, de la lutte pour la destruction de l'Etat, pour le pouvoir des conseils, etc.).

C'est pourquoi la défense intransigeante du marxisme est inséparable de la lutte pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier.

Le mouvement fondamental de la classe ouvrière pour son émancipation, dans sa lutte pour reconquérir son indépendance, reconstituer son unité, brisera les appareils bourgeois et chassera de ses rangs leurs représentants. C'est pourquoi la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, pour la construction du parti mondial de la révolution socialiste est en même temps la lutte pour la reconstruction, pour la régénération du mouvement ouvrier, guéri de la "syphilis" bureaucratique, libéré de l'emprise des appareils bourgeois (notamment pour chasser leurs directions bureaucratiques des syndicats et leur donner la direction révolutionnaire qui est seule conforme à leur nature de classe).

L'essence de la politique des appareils, c'est la collaboration organique avec la bourgeoisie ; c'est pourquoi la lutte pour la reconstruction du mouvement de classe du prolétariat est identique à la lutte pour la rupture de toutes les organisations ouvrières avec la bourgeoisie. Au cours même de cette lutte, les Tolain se sépareront des Chemalé, les agents de la bourgeoisie des représentants de tendances ouvrières erronées, imprégnées d'idéologie bourgeoise, mais "légitimes" parce que aptes à reconquérir leur indépendance de classe.

Ces indications, pour brèves, schématiques et unilatérales qu'elles soient, ont permis cependant, nous l'espérons, de démontrer que les héritiers légitimes de la Commune, premier exemple historique de la classe ouvrière unifiant toutes ses tendances dans et par la rupture avec la bourgeoisie, combattent aujourd'hui dans les rangs du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale.